

La voix de l'opposition de gauche

La stratégie politique que je propose.

Le 20 décembre 2018

Les masses doivent s'organiser localement et nationalement en intégrant les partis et les syndicats (simple militants, sections syndicales, unions locales ou instances départementales, etc.) qui partagent cet objectif politique, sur le plan syndical cela prendrait la forme du combat intransigeant classe contre classe, le rejet du dialogue social, et aurait pour contenu le combat jusqu'à l'émancipation du capital qui pourrait être tourné contre l'Etat, ce qui permettrait d'unir dans un même combat travailleurs des secteurs privé et public. Il faudrait leur proposer différentes formes d'organisations si elles n'en créaient pas elles-mêmes, de manière à associer des travailleurs de toute condition, y compris des membres des classes moyennes, et faire en sorte que des liens solides s'établissent entre le prolétariat rural et urbain, que le plus grand nombre puissent être associés à cet embryon d'organisme politique indépendant et révolutionnaire, sans sectarisme ou dogmatisme, démocratiquement.

Ces assemblées générales ou populaires devraient être appelées à soutenir tous les travailleurs en lutte dans les entreprises ou dans les différentes administrations en adoptant leurs revendications, adopter un appel en guise de soutien et leur porter en délégation, et ensuite les appeler à participer à leur assemblée populaire.

Ces assemblées générales ou populaires recenseraient toutes les revendications sociales et politiques émises par ceux qui y participeraient. Elles seraient mises en discussion et en délibération. Le compte rendu de ses réunions serait distribué à la population.

Afin que les assemblées générales ou populaires de tout le pays puissent partager leurs expériences et coordonner leurs actions, elles éliraient leurs délégués lors de chaque réunion nationale, ce qui signifie que chaque assemblée générale devrait procéder à l'élection de nouveaux délégués avant la tenue de la prochaine réunion nationale, de sorte qu'il n'y aurait pas de délégués inamovibles ou permanents. Certains pourraient être réélus et d'autres non, ce qui permettrait d'éviter que des délégués confondent le mandat qui leur aurait été confié avec l'exercice d'un pouvoir individuel qui pourrait dériver sur des abus de pouvoir ou pire encore, et en même temps ces délégués élus présenteraient l'avantage énorme d'incarner l'évolution de la situation, du rapport entre les classes, du processus révolutionnaire tel qu'il se serait développé les jours ou semaines précédentes, afin de se fixer des tâches et des objectifs qui reflèteraient la réalité et qui soient réalisables.

Au-delà, on peut imaginer que les délégués réunis en assemblée générale ou populaire nationale pourrait adopter les statuts d'une assemblée constituante souveraine qui élirait en son sein son propre gouvernement, de telle sorte que s'établirait une situation de double pouvoir posant directement la question de l'Etat, question qui ne pourrait être résolue que par un soulèvement général des masses exploitées de tout le pays accompagné d'une grève générale insurrectionnelle.

Il ne s'agit que d'un scénario fournissant une orientation générale du mouvement des masses destiné à les doter d'une base théorique pour avancer sur la voie d'un processus révolutionnaire conscient, à partir des premiers éléments apparus depuis le 17 novembre 2018, sans qu'on puisse prédire à l'avance son déroulement ni même comment elles pourraient parvenir à s'en saisir. Y aura-t-il un parti qui se chargera de leur transmettre cette stratégie de lutte pour la prise du

pouvoir, j'en doute à l'heure actuelle, et je n'ai même pas le pouvoir de leur soumettre pour qu'ils l'examinent sérieusement... A suivre.